

Indications relatives à la situation économique

Annexe à la demande d'assistance judiciaire dans les procédures de droit administratif auprès du Tribunal administratif du canton de Berne

Requérant(s) / Requérante(s)	
Nom	
Prénom	
Adresse	
Date de naissance	
Profession / Employeur	
Caisse-maladie	

Epoux / Epouse / Partenaire enregistré(e)	
Nom	
Prénom	
Adresse	
Date de naissance	
Profession / Employeur	
Caisse-maladie	



Personnes vivant en ménage commun avec le requérant / la requérante (en particulier enfants, partenaire, proches)				
Nom	Prénom	Date de naissance	Profession	Degré de parenté

Protection juridique par des tiers (assurance protection juridique privée, soutien par un syndicat ou une association professionnelle, etc.)	
	Moyens de preuve
Disposez-vous d'une protection juridique par des tiers, en particulier d'une assurance protection juridique? oui non Si oui, laquelle? Dans quelle mesure?	Décision d'octroi ou de refus de la protection juridique

Revenus				
	Annuels	Mensuels	Moyens de preuve	Remarques
Revenu du travail requérant/ requérante (net y.c. 13 ^e salaire et revenus accessoires éventuels)			Certificats de salaire (année précédente) Décomptes de salaire (derniers 3 mois)	
Revenus du travail époux/ épouse (net y.c. 13 ^e salaire et revenus accessoires éventuels)			Certificats de salaire (année précédente) Décomptes de salaire (derniers 3 mois)	
Autres allocations non comprises dans le certificat de salaire requérant/requérante et époux/ épouse, p.ex. gratifications ou allocations pour enfants/familiales/de formation			Attestations de versement	
Rentes / Indemnités journalières requérant/requérante: AVS/AI/LPP/ LAA/AC/Indemnités maladie			Attestations de versement Certificats	
Rentes / Indemnités journalières époux/épouse/enfants: AVS / AI / LPP / LAA / AC / Indemnités de maladie			Attestations de versement Certificats	
Prestations complémentaires requérant/requérante et époux/épouse			Dernière décision	
Autres prestations en argent ou en nature requérant/requérante, époux/épouse, enfants (p.ex. bourses d'étude, repas, logement, frais de transport, APG, allocations de maternité)				
Contributions d'entretien (Requérant/requérante, époux/épouse, enfants)			Jugement / Convention de séparation (extrait)	
Revenus des enfants mineurs ou majeurs vivant en ménage commun avec requérant/requérante				
Revenus de la fortune (de l'épargne, des placements en capitaux, des titres, des immeubles, etc.)				
Autres revenus non mentionnés plus haut (requérant/requérante, époux/épouse, enfants)				
Aide sociale oui non Si oui, depuis quand?			Budget actuel d'aide sociale	
Saisie de salaire en cours oui non			Décision de saisie de salaire	
Total des revenus				

Dépenses				
	Annuelles	Mensuelles	Moyens de preuve	Remarques
Loyer y.c. frais accessoires			Contrat de bail	
Intérêts hypothécaires et frais immobiliers en cas de propriété du logement			Extraits bancaires relatifs aux intérêts hypothécaires	
Frais professionnels nécessaires requérant/requérante: frais de transport				
Frais professionnels nécessaires requérant/requérante: frais de repas				
Frais professionnels nécessaires requérant/requérante: frais de formation				
Frais professionnels nécessaires époux/épouse/enfants: frais de transports				
Frais professionnels nécessaires époux/épouse/enfants: frais de repas				
Frais professionnels nécessaires époux/épouse/enfants: frais de formation				
Cotisations sociales (non déduites du salaire)				
Primes de caisse-maladie LAMal requérant/requérante/époux/épouse/enfants (après déduction de la réduction des primes accordée)			Polices d'assurance Factures de primes Dernière décision/communication de réduction de primes	
Frais médicaux non couverts par une assurance (requérant/requérante/époux/épouse/enfants)				
Contributions d'entretien			Jugement / Convention de séparation (extrait)	
Impôts			Dernière déclaration d'impôt Dernière taxation fiscale Dernière facture avec attestation de paiement Convention d'acomptes	
Intérêts des dettes				
Autres dépenses (p.ex. parents de jour, crèche, frais scolaires des enfants, etc.)				
Total dépenses				

Fortune du requérant / de la requérante / de l'époux / de l'épouse			
	Montant	Moyens de preuve	Remarques
Propriété foncière (valeur officielle)		Dernière facture de l'impôt foncier	
Avoirs bancaires (compte courant/compte épargne/placements de capitaux, etc.)		Extraits bancaires	
Participations à des successions non partagées		Dernière taxation fiscale Dernière déclaration d'impôt	
Assurances-vie (valeur de rachat)			
Objets de valeur (collections, bijoux), valeur assurée			
Véhicules (valeur vénale actuelle)		Copie du permis de circulation	
Fortune commerciale (valeur comptable)		Comptabilité actuelle	
Espèces, créances et autres valeurs patrimoniales			
Total fortune			

Dettes requérant / requérante / époux / épouse			
	Montant	Moyens de preuve	Remarques
Dettes hypothécaires		Extrait actuel du compte hypothécaire	
Dettes privées		Contrat de crédit Contrat de prêt	
Dettes fiscales			
Dettes commerciales			
Autres dettes			
Total dettes			

Remarques:

Devoir de collaboration et conséquences en cas de violation

Le formulaire des indications relatives à la situation économique (annexe à la demande d'assistance judiciaire) doit être rempli entièrement et conformément à la vérité. Les indications doivent être confirmées par des moyens de preuve remis en copie conjointement avec le formulaire. La Circulaire n° 1 de la Section civile de la Cour suprême et du Tribunal administratif du canton de Berne sur l'établissement et la preuve de l'indigence contient d'autres informations à cet égard (voir: www.justice.be.ch/vgb-aj).

Les formulaires incomplets ou produits sans les moyens de preuve nécessaires peuvent avoir comme conséquence une irrecevabilité ou un rejet de la demande d'assistance judiciaire.

De fausses indications ou la dissimulation de revenus ou d'éléments de fortune peuvent conduire à une annulation immédiate de l'assistance judiciaire déjà accordée ou à une obligation de restitution. En cas d'indices d'un comportement pénalement répréhensible, le dossier est susceptible d'être transmis aux autorités de poursuite pénale.

Le requérant / la requérante confirme avoir fourni des informations complètes et conformes à la vérité.

Lieu:

Date:

Signature: